

## « LA FABRIQUE DEFI »

Association pour la Formation et l'Insertion Sociale et Professionnelle  
des Jeunes de Calais & Environs

21, rue Mollien  
62100 CALAIS

-----

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

-----o-----

Exemplaire destiné à :  
**JOURNAL OFFICIEL**

## RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association,

ASSOCIATION FABRIQUE DEFI  
21, rue Mollien  
62100 CALAIS

### **I- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

**Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.**

### **II- Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

A.G. E.F.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III- Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV-Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et sur les comptes annuels de l'Association.

A.G. EK



**V-Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 21 mai 2024.

**VI-Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

A.G. EK

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

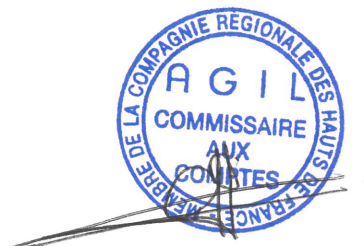
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

<b>Fonds associatifs</b>	<b>1 584 307 €</b>
<b>TOTAL bilan</b>	<b>4 809 158 €</b>
<b>EXCEDENT net comptable</b>	<b>85 532 €</b>



Saint Martin, le 29 mai 2024

**Adeline GRESSIER**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Membre de la Compagnie**  
**Régionale des Hauts de France**



**RAPPORT SPECIAL**  
**du Commissaire aux Comptes sur les**  
**Conventions Réglementées**

**RAPPORT SPECIAL du Commissaire  
aux Comptes sur les Conventions  
Réglementées**

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023**

-----°-----

Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions prévues à l'article L. 612-5 du Code de Commerce. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Saint Martin, le 29 mai 2024

**Adeline GRESSIER**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Membre de la Compagnie**  
**Régionale des Hauts de France**





COMPTE de RESULTAT 2023 La Fabrique Defi				
	'MISSION LOCALE'	'PLIE'	'MEF'	La Fabrique Défi
Prestations de services	5 200,00 €			5 200,00 €
<b>Subventions d'Exploitation</b>	<b>3 531 262,03 €</b>	<b>713 292,76 €</b>	<b>247 202,40 €</b>	<b>4 491 757,19 €</b>
Agence Service Paiement	97 756,78 €			97 756,78 €
Communautés Pays d'Opale	38 000,00 €			38 000,00 €
Conseil Départemental	77 941,46 €	206 433,44 €		284 374,90 €
Etat Contrat Ville	1 000,00 €		24 500,00 €	25 500,00 €
Etat CPO CEJ et MEF	2 454 384,06 €		21 764,00 €	2 476 148,06 €
Etat FIPD	4 500,00 €			4 500,00 €
Etat Obligation de Formation	72 253,23 €			72 253,23 €
Etat Clause Insertion		29 473,01 €		29 473,01 €
Etat DDCS Services Civiques	7 000,00 €			7 000,00 €
Etat Cité de l'Emploi	100 000,00 €			100 000,00 €
Etat Conseiller Numérique	40 000,00 €			40 000,00 €
Etat A.R.S	10 000,00 €			10 000,00 €
Etat Parrainage	14 030,00 €			14 030,00 €
Europe / FSE, ERASMUS	- €	312 413,56 €		312 413,56 €
Grand Calais Terres et Mers	220 000,00 €	140 000,00 €	145 000,00 €	505 000,00 €
Mairie Calais Contrat Ville	33 123,10 €		12 500,00 €	45 623,10 €
Fondation de France et Echanges Mobilité				
Pole Emploi	139 073,24 €			139 073,24 €
Région Hauts de France	222 200,16 €	24 972,75 €	43 438,40 €	290 611,31 €
Reprises / Amrt., Prov., Transferts Charges	1 018 611,60 €	26 934,55 €	9 362,40 €	1 054 908,55 €
<b>TOTAL I</b>	<b>4 555 073,63 €</b>	<b>740 227,31 €</b>	<b>256 564,80 €</b>	<b>5 551 865,74 €</b>
	82,0%	13,3%	4,6%	100%
<b>Achats</b>	<b>52 305,08 €</b>	<b>8 618,19 €</b>	<b>3 875,12 €</b>	<b>64 798,39 €</b>
Achats Energie, Eau	20 351,66 €	3 341,53 €	1 431,09 €	25 124,28 €
Achats carburants	2 480,65 €	403,33 €	148,60 €	3 032,58 €
Achats Fournitures, Petit, Equipement	18 137,81 €	2 981,57 €	1 298,47 €	22 417,85 €
Achats Fournitures Administratives	11 051,04 €	1 845,58 €	979,95 €	13 876,57 €
Matériel et Fournitures Protection Covid 19	283,93 €	46,17 €	17,01 €	347,11 €
<b>Charges Externes</b>	<b>167 267,51 €</b>	<b>41 711,43 €</b>	<b>8 063,87 €</b>	<b>217 042,81 €</b>
Crédit bail	16 276,39 €	2 646,41 €	974,99 €	19 897,79 €
Locations Immobilières (avec charges)	17 026,68 €	14 648,40 €	1 019,93 €	32 695,00 €
Locations mobilières,	20 455,93 €	3 325,96 €	1 225,35 €	25 007,24 €
Hébergement logiciel	48 694,00 €	7 917,24 €	2 916,88 €	59 528,12 €
Entretien Immobilier	2 539,39 €	412,89 €	152,12 €	3 104,40 €
Entretien Mat. Transport	508,73 €	82,71 €	30,47 €	621,91 €
Entretien Mobilier	10 049,00 €	1 633,89 €	601,96 €	12 284,85 €
Assurances	17 047,87 €	2 771,84 €	1 021,20 €	20 840,91 €
Documentation, Colloques, Séminaires	2 019,51 €	328,36 €	120,97 €	2 468,84 €
Permanences Décentralisées	32 650,00 €	7 943,75 €		40 593,75 €
<b>Autres Charges Externes</b>	<b>306 785,27 €</b>	<b>110 235,47 €</b>	<b>16 757,17 €</b>	<b>433 777,91 €</b>
Intermédiaires et Honoraires	150 086,12 €	32 669,19 €	9 416,41 €	192 171,72 €
Opérateurs Externes	- €	57 184,24 €		57 184,24 €
Informations, Publications	16 555,40 €	2 691,77 €	991,70 €	20 238,87 €
Déplacements, Missions, Réceptions	25 189,59 €	4 095,62 €	1 508,91 €	30 794,12 €
Frais postaux et télécom	64 078,60 €	10 418,65 €	3 838,45 €	78 335,70 €
Aides Directes aux Bénéficiaires	34 610,51 €			34 610,51 €
Cotisations Associations et PMSMP	15 124,89 €	2 870,50 €	927,21 €	18 922,60 €
Services Bancaires	1 140,16 €	305,50 €	74,49 €	1 520,15 €
<b>Impôts, Taxes et Versements Assimilés</b>	<b>230 071,07 €</b>	<b>43 979,51 €</b>	<b>15 814,33 €</b>	<b>289 864,91 €</b>
Taxes sur les salaires	159 010,46 €	26 548,26 €	9 369,28 €	194 928,00 €
Formation Continue et Organismes	46 892,69 €	13 274,13 €	3 513,48 €	63 680,30 €
Impôts locaux, Taxes Diverses	17 233,63 €	2 867,08 €	1 456,29 €	21 557,00 €
Participation Effort Construction	6 934,28 €	1 290,05 €	1 475,28 €	9 699,61 €
<b>Salaires et Traitements</b>	<b>2 061 037,10 €</b>	<b>371 937,49 €</b>	<b>152 024,59 €</b>	<b>2 584 999,19 €</b>
Salaires bruts	1 792 027,94 €	331 853,20 €	117 116,00 €	2 240 997,14 €
Congés Payés	131 148,13 €	5 784,20 €	2 041,13 €	138 973,45 €
Chèques Déjeuner, Cartes Cadeaux	45 748,73 €	12 739,15 €	4 495,39 €	62 983,27 €
Indemnités Départ à la retraite	46 225,07 €	12 952,00 €	2 615,79 €	61 792,86 €
Comité Social Economique	45 887,24 €	8 608,95 €	2 216,28 €	56 712,47 €
<b>Charges Sociales</b>	<b>729 067,97 €</b>	<b>126 104,22 €</b>	<b>44 504,08 €</b>	<b>899 676,27 €</b>
URSSAF, Pole Emploi	539 145,41 €	92 792,48 €	32 792,48 €	664 856,79 €
Retraite, Prévoyance, Médecine du travail	189 922,56 €	33 185,32 €	11 711,60 €	234 819,48 €
<b>Dot. Amortissements et Provisions</b>	<b>894 716,93 €</b>	<b>20 075,16 €</b>	<b>8 501,37 €</b>	<b>923 293,46 €</b>
Immobilisations corporelles	144 920,89 €	20 075,16 €	8 501,37 €	173 497,42 €
Engagements à réaliser	749 796,04 €			749 796,04 €
<b>Autres Charges Externes</b>	<b>33 762,33 €</b>	<b>2 580,95 €</b>	<b>1 872,58 €</b>	<b>38 215,86 €</b>
Autres Charges de Personnel	33 762,33 €	2 580,95 €	1 872,58 €	38 215,86 €
<b>TOTAL II</b>	<b>4 475 013,27 €</b>	<b>725 242,42 €</b>	<b>251 413,11 €</b>	<b>5 451 668,80 €</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>80 060,36 €</b>	<b>14 984,89 €</b>	<b>5 151,69 €</b>	<b>100 196,94 €</b>
Produits Financiers	31 161,99 €	5 066,68 €	1 866,67 €	38 095,34 €
Frais Financiers	5 403,51 €	878,56 €	323,68 €	6 605,75 €
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>25 758,48 €</b>	<b>4 188,12 €</b>	<b>1 542,99 €</b>	<b>31 489,59 €</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>105 818,85 €</b>	<b>19 173,00 €</b>	<b>6 694,68 €</b>	<b>131 686,53 €</b>
Autres produits Exceptionnels sur Op. de Gestion	- €			
Produits Divers Exercices Antérieurs		- €		
Charges Diverses Exercices Antérieurs	42 278,27 €	6 485,59 €	758,82 €	49 522,68 €
Quote Part sur Subvention Investissement	2 134,11 €	346,99 €	127,84 €	2 608,94 €
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-40 144,16 €</b>	<b>-6 138,60 €</b>	<b>-630,98 €</b>	<b>-46 154,92 €</b>
<b>TOTAL RESULTAT</b>	<b>65 674,69 €</b>	<b>13 034,40 €</b>	<b>6 063,70 €</b>	<b>85 531,61 €</b>
Total Produits =	4 588 369,73 €	745 640,98 €	258 559,31 €	5 592 570,02 €
Total Charges =	4 522 695,04 €	732 606,58 €	252 495,61 €	5 507 038,41 €